



Inclusion scolaire systématique : halte à la maltraitance des élèves et des personnels !

**Tous en grève et à Paris au ministère
jeudi 25 janvier !**

23 000... C'est aujourd'hui selon l'ex-ministre de l'Education nationale M. Attal le nombre de places qui manquent dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour affecter les élèves en situation de handicap qui bénéficient pourtant d'une notification MDPH pour y être scolarisés !

Pas un collègue ne peut aujourd'hui ignorer les conséquences de cette situation. Des élèves privés de conditions d'apprentissage adaptées à leur handicap ou leurs difficultés qui sont en souffrance dans les écoles, des classes qui explosent, des personnels (enseignants comme AESH) qui craquent...

Assez de la maltraitance des élèves et des personnels !

Aujourd'hui, quelle mesure compte prendre le gouvernement pour remédier à cette situation inacceptable ? Créer des postes dans les établissements sociaux et médico-sociaux ? Former des enseignants spécialisés ? Pas du tout ! Au contraire, avec l'Acte 2 de l'Ecole inclusive, le président Macron annonce : « *Notre ambition est de mettre fin aux établissements fermés dans lesquels les enfants vivent à part. Les établissements médico-sociaux pour enfants vont donc se transformer pour devenir des plateformes de services coordonnés, en partenariat avec les écoles, les collèges et les lycées.* ».

Quelle honte !

Pour le SNUDI-FO, il est tant que ce scandale cesse. Les économies budgétaires sur le dos des élèves les plus fragiles, sur le dos des personnels... ça suffit !

C'est pour ces raisons, qu'avec sa fédération, la FNEC FP-FO, le SNUDI-FO appelle les collègues à se mettre massivement en grève jeudi 25 janvier sur cette seule et unique question de l'inclusion scolaire systématique et d'aller manifester là où ça se décide, là où se trouvent les responsables de cette situation inacceptable... à Paris au ministère de l'Education nationale !

Ce jour-là, par milliers, de toute la France, avec des parents d'élèves, avec des salariés de l'action sociale, de la santé, avec des personnels municipaux (ATSEM) sous les fenêtres de la ministre nous dirons haut et fort :

**STOP au chaos et à la mise en danger des personnels et des élèves dans les établissements scolaires,
NON à l'inclusion systématique et forcée, NON à l'Acte 2 de l'Ecole inclusive !**

Et nous exigerons de la ministre Oudéa-Castéra à qui une audience a été demandée :

- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté !
- Le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux !
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH !
- Le retrait de l'acte 2 de l'Ecole inclusive et des pôles d'appui à la scolarité qui entendent donner la main à l'Education nationale sur les notifications MDPH !

Montreuil, le 17 janvier 2024